



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 17 septembre 2026

Signe d'un essoufflement de la demande intérieure, la consommation privée ne progresserait que de +0,1 % en variation mensuelle en août.

La consommation des ménages mexicains serait restée atone cet été. Selon l'indicateur préliminaire de l'INEGI (IOCP), elle aurait progressé de +0,1 % en août après +0,2% en juillet et un recul de -0,4 % en juin (en variation mensuelle).

En glissement annuel, la consommation augmenterait de +0,9 % en août, contre +1,6 % en juillet et en juin et montre un ralentissement de la consommation des ménages, en lien avec la hausse de l'inflation en août (+3,3% en g.a).

### LE CHIFFRE A RETENIR

**+0,1 %**

Augmentation de la  
consommation privée au Mexique  
en août 2026  
(variation mensuelle)

Source : INEGI

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**Le peso réagit timidement à la hausse attendue des taux directeurs de la FED de 25 pdb avec une dépréciation de -0,6% face au dollar étatsunien.** Dans un contexte d'inflation persistante, d'un marché de l'emploi robuste et d'une économie vigoureuse, le FOMC a relevé le 16 septembre sa fourchette cible des taux directeurs à 3,75 %-4,00 %. Il s'agit du premier resserrement depuis juillet 2023. La décision intervient après une forte appréciation du peso, de +13,0 % en 2025 et de près de +5 % depuis janvier 2026. Elle ramène le différentiel entre le taux directeur de Banxico, inchangé à 6,50 % depuis le 6 août, et le taux directeur étatsunien de 275 à 250 pdb. Au cours des dix-huit derniers mois, malgré son resserrement continu, ce différentiel a constitué l'un des principaux facteurs de l'appréciation du peso, outre la faiblesse du dollar. Anticipée par le marché, la réaction du change a été mesurée et c'est surtout le ton restrictif ou *hawkish* du communiqué qui a pesé sur le peso, en repli d'environ -0,6 % autour de 17,24 MXN/USD. Le mouvement reflète d'abord un raffermissement général du dollar, dont l'indice DXY<sup>1</sup> a progressé de près de +0,7 %. La grande majorité des monnaies des grandes économies d'Amérique latine ont reculé après cette décision de politique monétaire de la FED. Pour le Mexique l'ajustement pourrait se poursuivre et contraindre la tendance à l'appréciation du peso à mesure que se confirmeront les anticipations d'une possible seconde hausse de la Fed d'ici décembre et du potentiel maintien du taux directeur de Banxico à 6,50 % pour 2026.

**La production industrielle poursuit sa reprise progressive en juillet à +2,4 % g.a., portée par la construction et le redressement du secteur manufacturier.** L'activité industrielle a progressé de +0,5 % en variation mensuelle et de +2,4 % g.a. en juillet, soit sa meilleure performance annuelle depuis 33 mois, et un quatrième mois consécutif de croissance. En glissement annuel, la construction demeure le principal moteur (+6,7 %), tandis que le secteur manufacturier renoue avec la croissance (+1,3 %) après douze mois de contraction. Ce secteur est tiré par la progression des équipements informatiques et électroniques (+13,5 %) soutenus par la forte demande d'exportations vers les États-Unis, alors que les équipements de transport progressent de +0,7 %. Sur les sept premiers mois de 2026, l'activité industrielle se reprend de +0,4 % malgré les résultats négatifs du T1 (-0,8 % en g.a.). L'emploi manufacturier reste en retrait, à -1,4 % g.a. en juillet, soit un 41e mois consécutif de

---

<sup>1</sup> L'indice dollar, le DXY d'ICE, mesure le dollar face à un panier de six devises, avec les pondérations suivantes : 57,6 % EUR, 13,6 % JPY, 11,9 % GBP, 9,1 % CAD, 4,2 % SEK et 3,6 % CHF.

baisse, malgré la progression de l'emploi dans les équipements informatiques et électroniques (+3,6 % depuis le début de l'année). Ces données suggèrent une reprise inégale du secteur industriel, portée par quelques segments dynamiques, sans impact généralisé sur l'emploi.

**Le Mexique consolide sa position de premier fournisseur d'équipements informatiques des États-Unis avec une part de marché record de 36,8 % en juillet.**

Entre janvier et juillet 2026, les exportations mexicaines vers le marché américain ont atteint 90,8 Md USD, en hausse de +96,3 % g.a. La part de marché du Mexique s'est ainsi établie à un niveau record de 36,8 %, devant Taïwan, le Vietnam, la Thaïlande et la Chine. Cette dynamique était déjà marquée en 2025, avec une hausse de +84,8 % g.a. Les équipements informatiques ont ainsi été l'un des moteurs de la forte progression des exportations mexicaines sur les sept premiers mois de 2026. Le secteur bénéficie d'une forte demande américaine en serveurs, ordinateurs et équipements de stockage, portée notamment par le développement de l'intelligence artificielle et des centres de données : les importations américaines d'équipements informatiques ont progressé de +85,1 % g.a. sur la période. Cette évolution pourrait signaler une recomposition sectorielle du *nearshoring* au Mexique, davantage orientée vers les activités technologiques et numériques.

**L'insécurité a coûté 15,6 Md USD<sup>2</sup> (267,3 Md MXN) aux ménages mexicains en 2025, soit 1,06 % du PIB, en légère amélioration par rapport à 2024 selon l'INEGI.**

L'Enquête nationale de victimation et de perception de la sécurité publique (ENVIPE) 2026 de l'institut montre que ce montant se décompose en 9,7 Md USD de pertes économiques en biens physiques subies par les victimes (62,1 %), 5,3 Md USD de dépenses de prévention et de protection engagées par les ménages (34,3 %) et 600 M USD de dépenses liées aux atteintes à la santé (3,7 %). Le coût de l'insécurité rapporté au PIB est en légère baisse par rapport à 2024 (1,07 %) et en baisse de 0,24 p.p. par rapport à 2012. L'enquête recense 23,0 millions de personnes de plus de 18 ans victimes d'une infraction en 2025, la prévalence reculant à 23 473 victimes pour 100 000 habitants contre 24 135 en 2024. Au moins un membre a été victime d'une infraction dans 11,7 millions de ménages, soit 28,5 % du total national. Le coût moyen par personne affectée s'établit à 356,7 USD (6 130 MXN), avec de fortes disparités selon le type d'infraction : 1862,2 USD pour un vol de véhicule, 439,3 USD pour une fraude et 283,9 USD pour une extorsion. L'hétérogénéité est également marquée entre États, les coûts moyens les plus élevés étant relevés au Michoacán (489,7 USD), à Mexico (447,7 USD) et à Colima (441,7 USD), les plus faibles au Chiapas (256,0 USD) et à Campeche (251,1 USD). A noter que 93,4 % des 33,8 millions

---

<sup>2</sup> Les montants en MXN ont été convertis en USD au taux du 17/09/2026, soit 1 USD = 17,1872

d'infractions commises n'ont pas fait l'objet d'une plainte ou de l'ouverture d'un dossier d'enquête en 2025 selon l'INEGI.

## Sectoriel

**Les arrivées de touristes internationaux progressent de +3,8 % g.a. en juillet, tandis que les recettes touristiques reculent de -1,3 % en USD.** Le Mexique a accueilli 4,41 millions de touristes internationaux en juillet 2026, selon l'INEGI. Malgré cette hausse de la fréquentation, les dépenses totales des voyageurs internationaux ont diminué à 2,96 Md USD, après une progression de +5,9 % en juin, mois marqué par le début de la Coupe du monde de football. La dépense moyenne par voyageur s'est également contractée de -4,1 %, à 342 USD. La progression des flux touristiques ne s'est donc pas traduite par une hausse des entrées de devises liées au tourisme en juillet.

**Le gouvernement prévoit 647 Md MXN (37,64 Md USD) d'investissements routiers sur le mandat, pour près de 11 400 km d'infrastructures.** Le ministère des Infrastructures, des Communications et des Transports (SICT) a présenté un programme combinant ressources fédérales et schémas d'investissement mixte (associant financements publics et privés), couvrant routes prioritaires, routes rurales, autoroutes et ouvrages d'art. Les routes prioritaires représentent 3 161 km et 154,6 Md MXN (9,00 Md USD) d'investissement : 407 km (13 %) ont déjà été achevés, 1 113 km (35 %) sont en travaux et 1 637 km (52 %) doivent encore être réalisés entre 2027 et 2029. Le gouvernement prévoit également d'intervenir sur 4 554 km de routes rurales pour 32,6 Md MXN (1,89 Md USD), soit 20 % de plus que sous l'administration précédente, ainsi que de construire ou moderniser 802 km d'autoroutes pour 100,6 Md MXN (5,85 Md USD). Parmi les principaux projets figurent les liaisons Guaymas-Chihuahua, Tepic-Puerto Vallarta, Uruapan-Lázaro Cárdenas et la future route alternative Mexico-Querétaro. La banque publique de développement des infrastructures (Banobras) recense par ailleurs 19 projets routiers en investissement mixte, dont 14 (74 %) déjà approuvés par la SICT et cinq encore à l'étude, représentant 213,9 Md MXN (12,45 Md USD) d'investissement potentiel et environ 178 000 emplois directs et 145 000 emplois indirects.

## Finances publiques

**Le plafonnement des prix de l'essence et du diesel coûterait plus de 100 M USD par mois (1 757 M MXN) à l'entreprise publique Pemex.** Après l'éclatement du conflit au Moyen-Orient, le gouvernement a rapidement mis en place des mécanismes pour

absorber la hausse du prix des carburants pour les consommateurs. Dès le 21 mars, il a réactivé les allègements fiscaux, via une réduction de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) applicable aux carburants. Ce dispositif est complété par un Pacte volontaire conclu avec la plupart des stations-service, pour plafonner l'essence ordinaire à 24 MXN par litre, et étendu au diesel à 27 MXN par litre. En échange, Pemex a uniformisé les prix de gros pratiqués dans ses terminaux afin que les stations-service puissent s'approvisionner à moindre coût, et ce indépendamment des coûts logistiques propres à chaque région du pays. Selon le cabinet PETROIntelligence, les prix de gros uniformisés restent proches du plafonnement (21,68 MXN par litre pour l'essence ordinaire et à 25,24 MXN pour le diesel) entraînant des pertes d'exploitation pour Pemex s'élevant à 602,7 M USD (10 541 M MXN) en six mois. Cette stratégie engendre par ailleurs des distorsions de marché, rendant difficile la concurrence des importateurs privés face à l'entreprise publique. A ce surcoût s'ajoute le manque à gagner du renoncement sur l'IEPS pour le gouvernement, dont le coût brut s'élèverait à 2,4 Md USD à la fin du mois de juin 2026.

### Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs            | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 16/09/2026       |
|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|
| Bourse (IPC)           | -0,5%                  | +3,7%                        | 63 873,32 points |
| Change MXN/USD         | +2,1%                  | -6,5%                        | 17,25            |
| Change MXN/EUR         | +0,6%                  | -8,9%                        | 19,77            |
| Prix du baril mexicain | +5,4%                  | +70,3%                       | 105,41           |

# Amérique centrale

## Costa Rica

**Le commerce illicite représenterait 3,2 % du PIB costaricien, contre 1,7 % en 2019, selon une étude de la Chambre de commerce du Costa Rica.** La valeur du commerce illicite de marchandises atteindrait 3,6 Md USD, ce qui représenterait un manque à gagner de 1,5 Md USD de recettes fiscales par an (l'équivalent de 38 % du déficit budgétaire de l'Etat). Les marchés du tabac et des boissons alcoolisées seraient particulièrement exposés, avec respectivement 56 % et 37 % de la consommation provenant du commerce illicite. L'étude révèle également que ce phénomène s'étendrait de plus en plus aux produits d'hygiène et cosmétiques (25 %), aux médicaments (14 %) et aux denrées alimentaires. Les achats de marchandises illicites représenteraient désormais environ 10 % des dépenses des ménages costariciens.

**Les premiers appels d'offres pour la constitution du *Project Management Office* (PMO) du projet de train électrique TIBI seront publiés en octobre.** Selon le président de l'INCOFER, Álvaro Bermúdez, les cahiers des charges sont en cours de préparation. Ce PMO sera chargé du lancement de l'appel d'offres de conception et de construction du système ferroviaire, envisagé au premier semestre 2027. Le démarrage des travaux reste prévu pour 2028, pour une mise en service progressive du train à partir de 2030. Pour rappel, ce projet, dont le financement de 800 M USD a été approuvé par l'Assemblée législative en mai dernier, prévoit la construction de deux lignes reliant San José à Alajuela et à Paraíso de Cartago, ainsi que l'acquisition de 28 trains électriques

## El Salvador

**Selon Moody's Ratings, la dette publique du Salvador continuera d'augmenter cette année pour atteindre 93,4 % du PIB contre 90,2 % fin 2025, « en raison des engagements liés aux retraites ».** L'agence précise que le service de la dette absorbera sur l'année 18,4 % des recettes de l'État. Selon la Banque centrale, la dette publique a atteint en juillet 34 960 M USD, soit 1 153 M USD de plus que fin 2025, dont 19 248 M USD de dette intérieure et 15 712 M USD de dette extérieure. La dette intérieure est pour 11 714 M USD liée aux engagements du gouvernement auprès de fonds de retraite privés.

**Selon la Banque centrale, les réserves internationales nettes du Salvador ont progressé de près de 15 % sur les huit premiers mois de l'année, pour atteindre 5 142**

**M USD fin août, contre 4 484 M USD fin décembre 2025.** Les réserves sont constituées de devises à hauteur de 94 % (4 856 M USD), et d'or pour 6 % (308 M USD, en hausse de 23 % par rapport à décembre 2025).

## Guatemala

**Fitch Ratings a confirmé le 11 septembre la note souveraine du Guatemala à BB+, avec une perspective stable, « soutenue par la croissance économique, des indicateurs budgétaires favorables et une position extérieure solide ».** Fitch prévoit sur 2026 une croissance de 4,1 %, tirée par la consommation privée et les transferts de fonds. L'agence a souligné les réformes mises en œuvre par l'administration Arévalo « en faveur de la concurrence, des partenariats public-privé, des infrastructures, des marchés publics et de la lutte contre le blanchiment », et appelé de ses vœux « une amélioration de la gouvernance et une réduction du risque politique ».

**Dans le cadre de l'Accord réciproque sur le Commerce entre le Guatemala et les Etats-Unis, la ministre de l'Économie, Gabriela García, a déclaré que 44 engagements ont d'ores et déjà été mis en œuvre sur les 145 pris par le Guatemala.** Mme García a précisé le 9 septembre dernier, devant la commission de l'Économie et du Commerce extérieur du Congrès, que 22 mesures prévues nécessiteront des réformes ou modifications législatives qui devront être examinées par le Congrès. Dans cette perspective, elle a souligné les défis liés à « des modifications du Code de la santé et de la loi sur la santé végétale et animale », et « de la loi sur l'accélération et la simplification des démarches administratives ». Selon la ministre, à ce jour, « 75,8 % des produits exportés par le Guatemala vers les États-Unis y accèdent sans droits de douane ».

## Honduras

**S&P Global Ratings a révisé de négatives à stables les perspectives de crédit du Honduras et maintenu ses notations souveraines à long et court terme à BB-/B.** L'agence justifie cette décision par une moindre incertitude politique et par l'évolution des orientations économiques du pays, notamment la réorientation de la politique gouvernementale vers la consolidation budgétaire et l'établissement de relations plus constructives avec le secteur privé. Elle a également maintenu à BB- son évaluation de la valorisation des transferts et de la convertibilité. S&P Global Ratings précise que les notations du Honduras restent limitées par « le faible niveau de revenus du pays » (avec un PIB/hab. estimé à 3 900 USD fin 2026), « des

institutions démocratiques faibles » ainsi que « des épisodes récurrents de troubles politiques ».

**Selon l'Indice mensuel de l'Activité économique publié par la Banque centrale du Honduras, le pays a enregistré sur les sept premiers mois de 2026 une croissance de +4,4 %, tirée principalement par les secteurs tertiaire et agricole.** Les activités tertiaires qui affichent les plus fortes croissances sur la période sont l'intermédiation financière (+12,3 %), les transports (+7,6 %), le commerce (+7,5 %). Le secteur agricole a pour sa part enregistré une croissance de +6,7 %, en dépit de conditions climatiques défavorables liées à de faibles précipitations, avec une hausse soutenue de la production agricole (+8,1 %) et de la pêche (+9,5 %). Une hausse de la consommation intérieure est à noter sur la période, en particulier pour les produits alimentaires, les moyens de transport, les appareils de communication, les carburants, les engrais et les télécommunications (+6,4 %).

## Nicaragua

**La Banque centrale du Nicaragua (BCN) affiche au 31 août des réserves internationales brutes (RIB) de 9 986 M USD, en hausse de +31,8 % par rapport au 31 août 2025.** La BCN indique que les RIB se sont accrues de 98,5 M USD au cours du seul mois d'août 2026, grâce aux achats nets de devises dans le cadre des opérations de change de la Banque centrale, à l'amélioration de la position financière nette du secteur public non financier et au placement net de titres en devises étrangères. La BCN précise que le niveau de réserves internationales à août 2026 correspond à une couverture de 4,5 fois la base monétaire.

**Une concession minière à ciel ouvert de 26 206 hectares, située dans la municipalité de Bonanza au nord-est du pays, a été octroyée le 7 septembre à la société chinoise Linze Excelente Minería SA, selon le Journal officiel nicaraguayen.** Entre 2021 et juin 2026, les autorités ont octroyé des concessions minières sur 84 parcelles à 22 entreprises chinoises, couvrant au total 1 277 389 ha, soit 10 % du territoire national. En 2025, les exportations minières du pays ont porté sur 2 009 M USD, en hausse de 44 % par rapport à 2024. L'or brut est devenu le principal produit d'exportation du pays, avec 1 971 M USD (soit 22,7 % des exportations totales) pour 19,9 tonnes.

## Panama

**Le 14 septembre, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Nicolas Forissier, a effectué une visite bilatérale au Panama, accompagné d'une délégation de dix-huit entreprises.** Sa visite avait pour but de

renforcer les relations économiques franco-panaméennes et de mettre en avant l'offre des entreprises françaises au regard des grands projets d'infrastructures du pays. Le ministre français a notamment rencontré le ministre panaméen de l'Economie et des Finances, Felipe Chapman, le ministre des Affaires du Canal, José Ramón Icaza, ou encore le ministre des Affaires étrangères, Javier Acha, avec lesquels il a abordé les projets de développement du Canal, de train Panama-David et d'extension du métro. La visite a par ailleurs permis le lancement officiel d'un groupe de travail bilatéral « sécurité et équipement », destiné à faciliter la coopération entre les autorités et les entreprises françaises pour répondre aux besoins des forces de sécurité panaméennes. S'agissant de la liste européenne des juridictions fiscales non coopératives, Nicolas Forissier a affirmé que la position de la France consistait à considérer qu'« il n'existe plus aucune raison de maintenir le Panama sur cette liste », dont la prochaine révision est attendue le 14 octobre.

**Un armateur aurait payé 5,3 M USD pour obtenir un passage prioritaire du Canal de Panama, soit près de quarante fois le montant habituel avant l'intensification du conflit au Moyen-Orient.** Cette prime d'enchère aurait été déboursée par un navire transportant du gaz de pétrole liquéfié pour obtenir un créneau de passage au canal le 1er septembre, alors que les primes d'enchères s'établissaient auparavant entre 135 000 et 140 000 USD. Cette envolée s'explique par la hausse de la demande de transit liée aux perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, qui conduisent les transporteurs d'hydrocarbures à privilégier des itinéraires alternatifs. Pour rappel, chaque navire acquitte un péage pour traverser le Canal, auquel peut s'ajouter une prime d'enchère permettant aux armateurs d'obtenir des créneaux de passage réservés moyennant un supplément.

**La CAF a accordé un prêt record de 500 M USD à la Banque nationale du Panama.** La Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) et la Banque nationale du Panama (BNP) ont signé, le 11 septembre, un accord de financement de 500 M USD, soit le plus important prêt jamais accordé par la CAF à une banque panaméenne. Ce financement, approuvé en décembre 2025, mobilise 400 M USD de capitaux privés internationaux. Il vise à faciliter l'accès au crédit de plus de 3 300 PME (en particulier celles dirigées par des femmes) et au moins 50 % des fonds seront consacrés au financement des activités agricoles et agro-industrielles dans les zones rurales. Le prêt soutiendra également des projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.

**Le Panama a créé un fonds spécial de 39 M USD sur trois ans pour acquérir des drones, des patrouilleurs et des équipements de surveillance destinés à protéger le Canal.** Officialisé le 14 septembre, ce dispositif sera financé par l'Autorité du canal de Panama (ACP), à hauteur de 13 M USD par an pendant trois ans, et administré par

le Service national aéronaval (SENAN), sous la tutelle du ministère de la Sécurité publique (MINSEG). Les ressources, prélevées sur les dépenses opérationnelles du Canal, financeront notamment l'acquisition de drones, de patrouilleurs, de systèmes de surveillance et d'équipements de protection des infrastructures stratégiques. La création du fonds suscite toutefois des interrogations sur la transparence des dépenses, la résolution prévoyant la confidentialité des documents et des registres comptables liés à son exécution financière.

### **Miguel Lorenzo Fábrega est nommé administrateur adjoint du Canal de Panama.**

Désigné par le conseil d'administration de l'ACP, il secondera ainsi la nouvelle administratrice Ilya Espino de Marotta. Cet ingénieur civil compte 28 ans de carrière à l'ACP, où il a notamment contribué à la conception et à la réalisation de l'élargissement du Canal. Depuis 2020, il occupait le poste de vice-président chargé des infrastructures et de l'ingénierie, supervisant l'entretien, la modernisation et les projets de développement du Canal.

## **Caraïbes**

### **Cuba**

#### **Les exportations américaines vers Cuba atteignent un niveau record en juillet 2026.**

Selon les données du *U.S. Census Bureau*, les ventes de marchandises américaines à destination de Cuba se sont élevées à 148,9 M USD en juillet, un niveau mensuel record. Sur les sept premiers mois de 2026, les exportations américaines vers Cuba ont ainsi atteint environ 674 M USD, soit une progression de + 61,8 % par rapport à la même période de 2025. Ce montant représente déjà 83 % des 809,6 M USD de marchandises exportées vers Cuba sur l'ensemble de l'année 2025. La progression des échanges intervient alors que les États-Unis ont renforcé certaines mesures à l'encontre de Cuba. L'un des principaux facteurs de cette hausse est l'augmentation des ventes de combustibles et de produits pétroliers au secteur privé cubain, autorisées par Washington depuis le début de l'année. Sur les sept premiers mois de 2026, ces exportations ont atteint environ 157 M USD, dont 61 M USD en juillet. Les véhicules constituent également un poste important : leurs exportations vers Cuba ont dépassé 91,5 M USD sur les sept premiers mois de 2026, en hausse de + 75,5 % sur un an, notamment depuis l'autorisation de certaines ventes au secteur privé cubain. À l'inverse, les exportations américaines de produits agricoles et alimentaires vers Cuba ont diminué, s'établissant à 254,1 M USD, soit environ 11 % de moins qu'au

cours de la même période de 2025. Le poulet demeure le principal produit exporté dans cette catégorie. Le niveau record atteint en 2026 ne traduit pas une normalisation des relations économiques entre Cuba et les États-Unis. Il reflète plutôt un commerce ciblé et fortement asymétrique, dans lequel les restrictions américaines à l'égard du secteur étatique cubain coexistent avec le maintien de certains canaux d'approvisionnement destinés notamment au secteur privé et à la population.

**Cuba élargit les possibilités d'opérations en devises pour les acteurs économiques non étatiques.** Ces dispositions introduisent de nouvelles facilités bancaires pour le secteur privé, notamment la suppression de l'autorisation préalable de la Banque centrale de Cuba (BCC) pour l'ouverture de comptes en devises. Les acteurs concernés pourront y déposer des espèces provenant de revenus licites et effectuer des retraits, sous réserve de la disponibilité des liquidités. Ils pourront également effectuer des paiements à l'étranger pour l'importation de biens et de services, le remboursement de financements et d'autres dépenses liées à leurs activités autorisées. La réglementation précédente limitait ces opérations aux importations réalisées par l'intermédiaire d'entreprises importatrices habilitées. La réforme autorise également l'ouverture de comptes bancaires à l'étranger sans autorisation préalable, sous réserve de leur déclaration à la Banque centrale et à l'Office national de l'administration fiscale (ONAT). Les opérations de gros et interentreprises pourront désormais être réalisées en pesos cubains ou en devises, selon l'accord entre les parties. Dans le commerce de détail, les ventes resteront libellées en pesos cubains, mais les entreprises pourront accepter des paiements en espèces en devises et les déposer ensuite sur leurs comptes fiscaux. La réforme maintient également le dispositif permettant à certains acteurs de conserver 80 % de leurs revenus en devises, tandis que les 20 % restants sont versés à un fonds central en échange de leur contre-valeur en pesos cubains.

## Haïti

**Une mission d'évaluation du Programme de référence (SMP) de 2024, conclu entre le FMI et le gouvernement haïtien, a été lancée le lundi 14 septembre 2026.** Cette revue doit permettre d'évaluer la mise en œuvre des engagements pris par les autorités haïtiennes en matière de politiques économiques et de réformes. La précédente revue, achevée en octobre 2025, avait relevé l'atteinte des objectifs à fin juin 2025, notamment l'absence de financement monétaire du déficit, l'augmentation des dépenses sociales, la mobilisation des recettes fiscales et l'augmentation du niveau des réserves internationales. Le programme avait alors été prolongé jusqu'en septembre 2026 afin de consolider les réformes et de préparer

une éventuelle transition vers un programme de finance de type *Upper Credit Tranche* (UCT). Cette séance de suivi intervient alors que l'économie haïtienne reste fortement contrainte par l'instabilité sécuritaire et institutionnelle. Le FMI projetait en avril 2026 une contraction du PIB de -1,7 % en 2026, après -2,7 % en 2025 et -4,2 % en 2024, avant un possible retour à une croissance légèrement positive de +0,5% en 2027. La poursuite des réformes suivies dans le cadre du SMP et la perspective d'un programme financé constituent donc des éléments importants pour restaurer les équilibres macroéconomiques et mobiliser davantage de financements extérieurs.

## République Dominicaine

**La République dominicaine accueille 8,5 M de visiteurs et renforce sa connectivité avec la France.** Le pays a reçu plus de 8,5 M de visiteurs entre janvier et août 2026, dont 856 858 au seul mois d'août, confirmant de nouveau la dynamique soutenue du secteur touristique. Le ministre du Tourisme, David Collado, souligne que cette progression bénéficie directement à la production nationale, notamment à travers l'augmentation de la demande adressée au secteur agroalimentaire et aux producteurs locaux. Dans ce contexte, la République dominicaine cherche à consolider ses relations avec les marchés européens, en particulier la France, à l'occasion de sa participation à l'IFTM Top Resa à Paris. 112 056 touristes français ont visité le pays sur les huit premiers mois de 2026, soit +14,3 % g.a, faisant de la France le 9e marché émetteur. La délégation dominicaine a annoncé également avancer dans ses discussions avec Air France sur la liaison Paris-Punta Cana pour la saison 2026-2027 et renforcé son partenariat avec Air Caraïbes.

**La présence chinoise en République dominicaine connaît une progression rapide, tant dans les échanges commerciaux que dans le commerce de détail.** En 2025, les importations chinoises en République dominicaine se sont élevées à 5,4 Md USD contre 2,2 Md en 2016 selon les douanes dominicaines. Entre janvier et juillet 2026, elles ont atteint 3,38 Md USD d'importations et 249,2 M USD d'exportations dominicaines, faisant du marché chinois le 8e client du pays. Le déficit commercial bilatéral atteindrait ainsi 3,14 Md USD et un ratio de 13,6 USD de biens importés de Chine pour chaque dollar exporté. La structure des échanges illustre cette asymétrie. Les importations sont principalement composées de produits manufacturés à valeur ajoutée (véhicules, équipements informatiques et de télécommunication, électronique, batteries), tandis que les exportations dominicaines restent concentrées sur les minerais (principalement le cuivre), les dispositifs médicaux, le tabac et les déchets métalliques. Cette progression se traduit également dans le commerce intérieur, notamment à Saint-Domingue, où

les commerces à capitaux chinois se multiplient. Les commerçants traditionnels d'Asoduarte dénoncent une concurrence qu'ils estiment inégale, notamment en matière de fiscalité, d'obligations sociales, d'importation, de traçabilité et de contrefaçon. La DGII (*Dirección General de Impuestos Internos*) a parallèlement renforcé ses contrôles, dans le cadre de ses efforts visant à vérifier le respect des obligations fiscales et la régularité des activités commerciales. Les acteurs économiques alertent également sur les risques de triangulation et de non-respect des règles d'origine, dans un contexte de recours croissant aux intrants chinois dans les chaînes de production dominicaines destinées au marché américain.

## Trinité-et-Tobago

**Les relations bilatérales reprennent entre Trinité-et-Tobago et le Venezuela après plusieurs mois de tensions diplomatiques, ce qui ouvre la voie à une reprise des négociations sur les projets gaziers transfrontaliers.** Le 3 septembre, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Sean Sobers et Félix Plasencia, se sont rencontrés à Caracas et ont convenu d'une feuille de route visant à renforcer leur coopération dans les domaines de l'énergie, du commerce, de l'agriculture et de la sécurité. Ce rapprochement intervient après plusieurs mois de tensions ayant conduit à l'interruption des négociations sur l'exploitation des gisements gaziers transfrontaliers en 2025. Cela pourrait ainsi permettre de relancer trois projets gaziers transfrontaliers (Dragon, Loran-Manatee et Manakin-Cocuina), dont la production serait acheminée vers Trinité-et-Tobago afin de compenser la baisse de sa production nationale de gaz.

## Dominique, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines

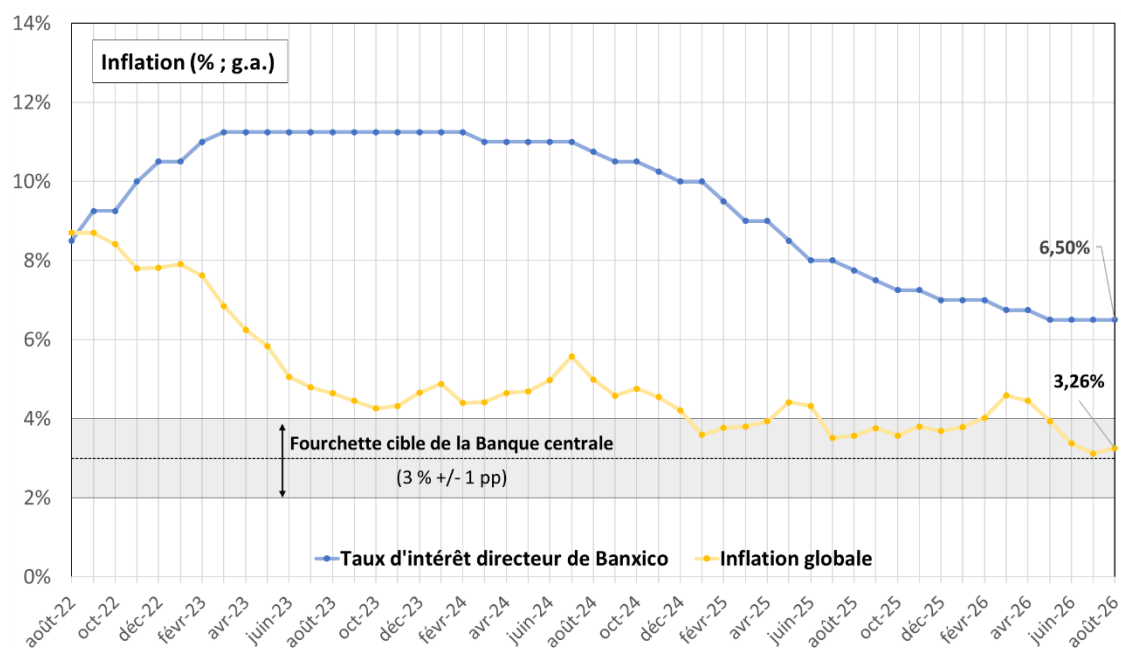
**Un nouveau mécanisme d'assistance technique aux projets d'infrastructures résilientes a été lancé dans quatre pays des Caraïbes orientales.** La Dominique, la Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont officiellement lancé le dispositif RIISE, hébergé par le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) avec un secrétariat à la Barbade. Ce mécanisme vise à accélérer la réalisation des projets d'infrastructures résilientes face au changement climatique en mettant à disposition des gouvernements une expertise technique. Prévu jusqu'en 2031, il permettra de mobiliser des experts pour résoudre les difficultés liées à la passation des marchés, à la gestion des contrats et à la conception des ouvrages.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays                      | Population<br>(millions d'hab.,<br>2025) | PIB nominal<br>(Mds USD,<br>2025) | Croissance<br>du PIB 2022 | Croissance<br>du PIB 2023 | Croissance<br>du PIB 2024 | Croissance<br>du PIB 2025 | Prévision<br>FMI 2026 | Dette<br>publique<br>(% PIB, 2026,<br>prév FMI) | Inflation<br>(2026, prév<br>FMI) | Taux<br>d'intérêt<br>directeur |
|---------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| Mexique                   | 134,4                                    | 1 832,6                           | 3,7%                      | 3,1%                      | 1,4%                      | 0,6%                      | 1,2%                  | 62,7%                                           | 3,9%                             | 6,50%                          |
| Belize                    | 0,4                                      | 3,3                               | 9,3%                      | 0,5%                      | 3,5%                      | 2,7%                      | 2,2%                  | 63,2%                                           | 1,5%                             | 2,25 %                         |
| Costa Rica                | 5,4                                      | 102,9                             | 5,5 %                     | 4,8%                      | 4,1%                      | 4,6%                      | 3,6%                  | 61,1%                                           | -0,4%                            | 3,25%                          |
| Guatemala                 | 18,9                                     | 121,1                             | 4,2%                      | 3,5%                      | 3,7%                      | 4,1%                      | 3,9%                  | 27,6%                                           | 2,6%                             | 3,50%                          |
| Honduras                  | 11,2                                     | 39,7                              | 4,1%                      | 3,6%                      | 3,6%                      | 3,7%                      | 3,3%                  | 43,8%                                           | 4,4%                             | 5,75%                          |
| Nicaragua                 | 6,8                                      | 22,2                              | 3,6%                      | 4,4%                      | 3,6%                      | 4,9%                      | 3,8%                  | 33,2%                                           | 3,5%                             | 6,25%                          |
| El Salvador               | 6,4                                      | 37,3                              | 3,0%                      | 3,5%                      | 2,6%                      | 3,7%                      | 3,3%                  | 84,5%                                           | 2,5%                             | --                             |
| Haïti                     | 12,7                                     | 32,1                              | -1,7%                     | -1,9%                     | -4,2%                     | -2,7%                     | -1,7%                 | 10,7%                                           | 23,5%                            | 10,00%                         |
| Jamaïque                  | 2,8                                      | 22,3                              | 6,4%                      | 2,7%                      | -0,5%                     | -0,1%                     | -1,2%                 | 65,8%                                           | 6,1%                             | 5,75%                          |
| Panama                    | 4,6                                      | 90,5                              | 11,0%                     | 7,2%                      | 2,7%                      | 4,4%                      | 3,8%                  | 57,7%                                           | 1,4%                             | --                             |
| République<br>Dominicaine | 11                                       | 127,9                             | 5,2%                      | 2,2%                      | 5,0%                      | 2,1%                      | 3,7%                  | 58,2%                                           | 5,1%                             | 5,50%                          |
| Cuba                      | 11,2                                     | 25,3                              | 3,2 %<br>(EIU)            | 3,2 %<br>(EIU)            | 3,8 %<br>(EIU)            | 3,6 %<br>(EIU)            | --                    | 129,4 %<br>(EIU)                                | 36,8 %<br>(EIU)                  | --                             |

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

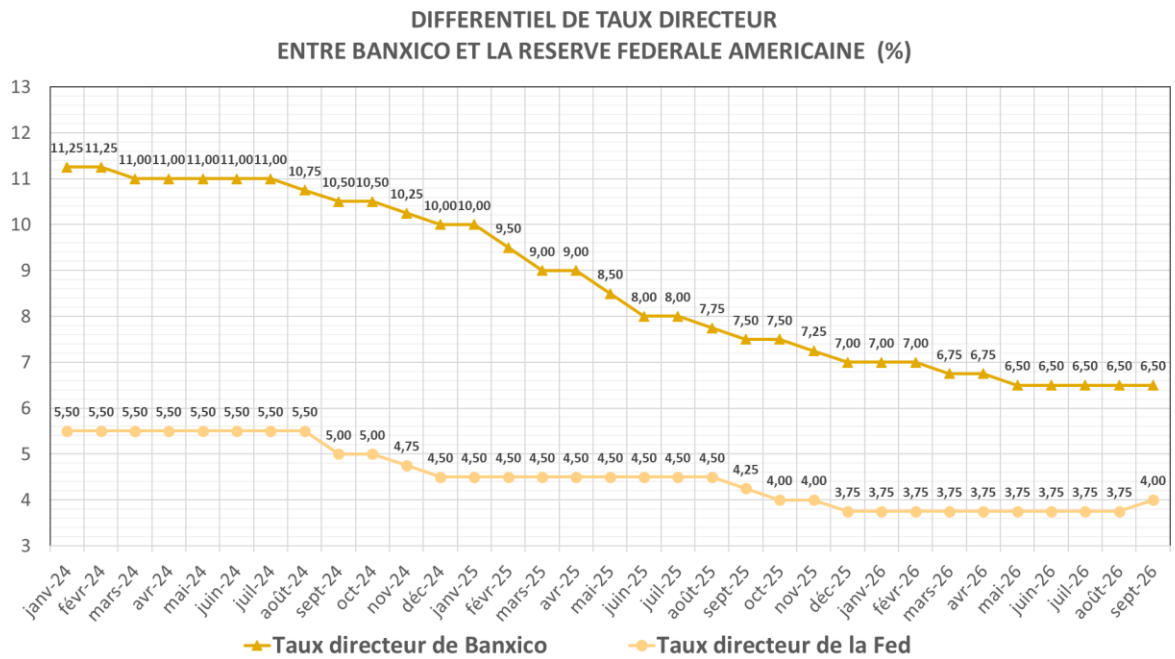
### - Annexe Graphique Mexique -



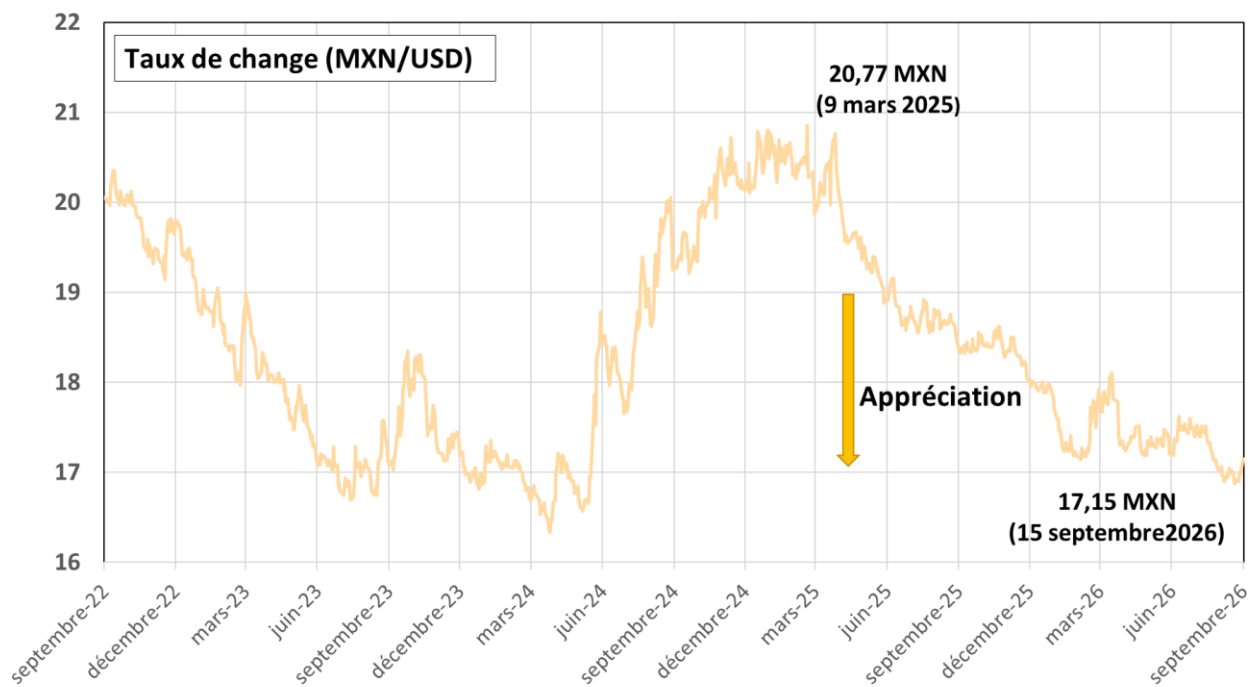
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

| date    | Taux directeur<br>de Banxico | Taux<br>directeur de<br>la Fed | Différentiel<br>(pdb) |
|---------|------------------------------|--------------------------------|-----------------------|
| janv-24 | 11,25                        | 5,50                           | 575                   |
| févr-24 | 11,25                        | 5,50                           | 575                   |
| mars-24 | 11,00                        | 5,50                           | 550                   |
| avr-24  | 11,00                        | 5,50                           | 550                   |
| mai-24  | 11,00                        | 5,50                           | 550                   |
| juin-24 | 11,00                        | 5,50                           | 550                   |
| juil-24 | 11,00                        | 5,50                           | 550                   |
| août-24 | 10,75                        | 5,50                           | 525                   |
| sept-24 | 10,50                        | 5,00                           | 550                   |
| oct-24  | 10,50                        | 5,00                           | 550                   |
| nov-24  | 10,25                        | 4,75                           | 550                   |
| déc-24  | 10,00                        | 4,50                           | 550                   |
| janv-25 | 10,00                        | 4,50                           | 550                   |
| févr-25 | 9,50                         | 4,50                           | 500                   |
| mars-25 | 9,00                         | 4,50                           | 450                   |
| avr-25  | 9,00                         | 4,50                           | 450                   |
| mai-25  | 8,50                         | 4,50                           | 400                   |
| juin-25 | 8,00                         | 4,50                           | 350                   |
| juil-25 | 8,00                         | 4,50                           | 350                   |
| août-25 | 7,75                         | 4,50                           | 325                   |
| sept-25 | 7,50                         | 4,25                           | 325                   |
| oct-25  | 7,50                         | 4,00                           | 350                   |
| nov-25  | 7,25                         | 4,00                           | 325                   |
| déc-25  | 7,00                         | 3,75                           | 325                   |
| janv-26 | 7,00                         | 3,75                           | 325                   |
| févr-26 | 7,00                         | 3,75                           | 325                   |
| mars-26 | 6,75                         | 3,75                           | 300                   |
| avr-26  | 6,75                         | 3,75                           | 300                   |
| mai-26  | 6,50                         | 3,75                           | 275                   |
| juin-26 | 6,50                         | 3,75                           | 275                   |
| juil-26 | 6,50                         | 3,75                           | 275                   |
| août-26 | 6,50                         | 3,75                           | 275                   |
| sept-26 | 6,50                         | 4,00                           | 250                   |

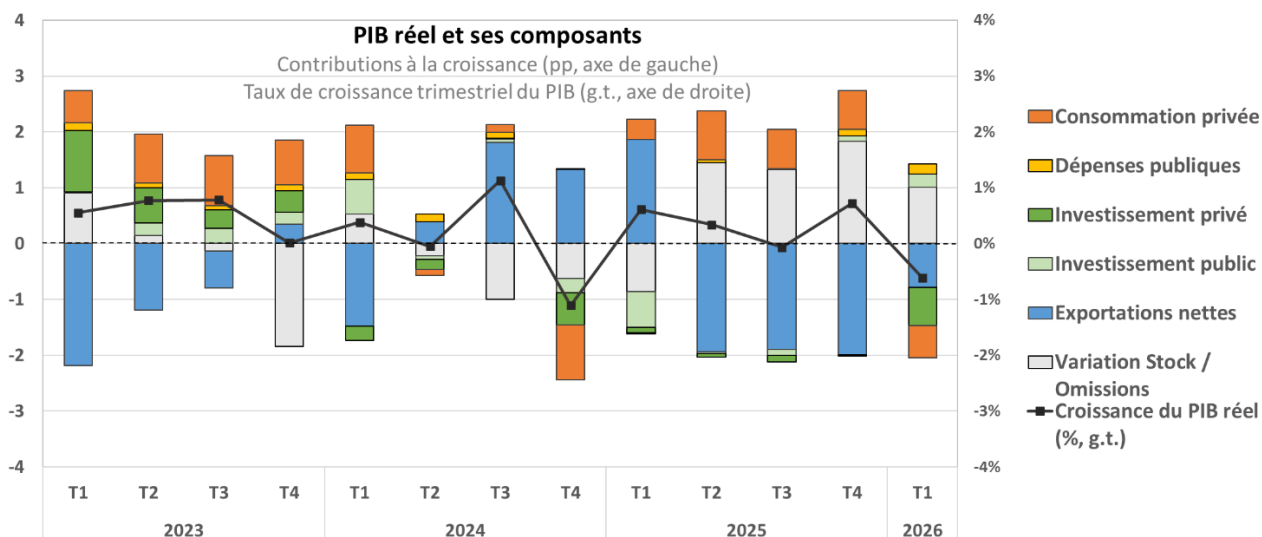
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



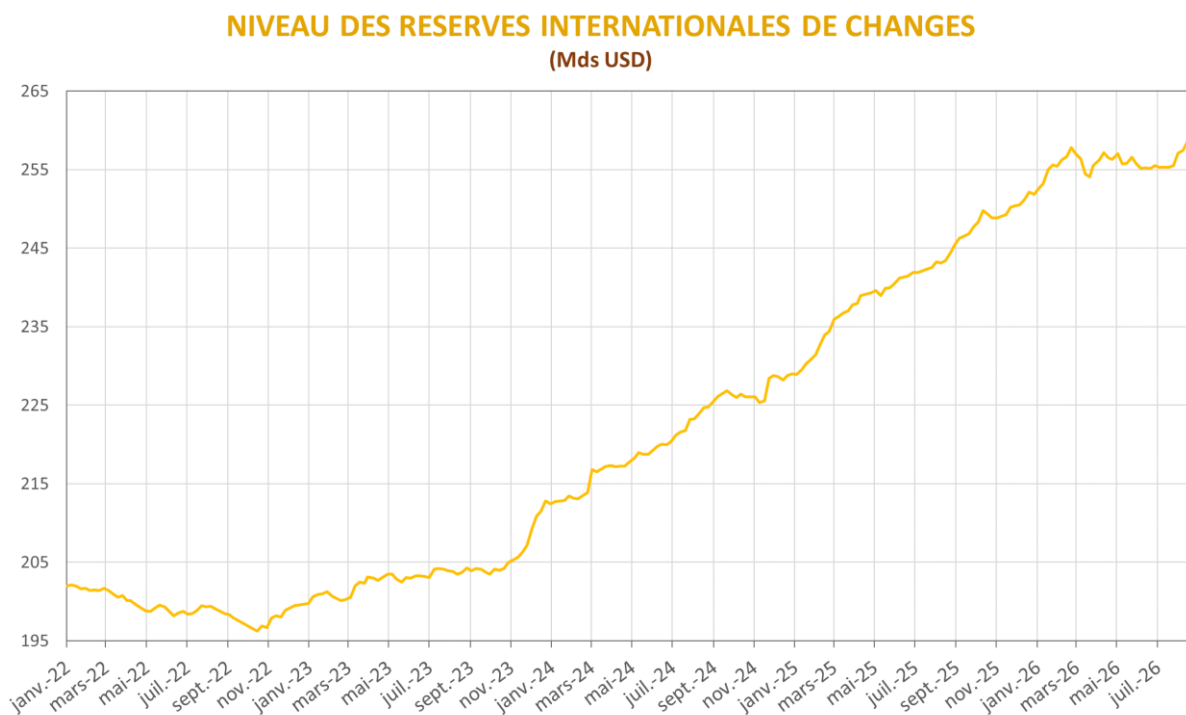
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)